

Une campagne à nulle autre pareille

di Françoise Fressoz

S'il fallait un indicateur parmi d'autres pour mesurer le poids des événements internationaux sur le comportement des Français, la vente de véhicules 100 % électriques est de nature à retenir l'attention. Dans un marché déprimé, celle-ci a bondi de 48 % depuis le 1^{er} janvier, selon la Plateforme automobile, qui regroupe tous les constructeurs. L'amélioration de l'équipement en bornes de recharge de même que la densification de l'offre en véhicules d'entrée de gamme n'expliquent pas à elles seules le phénomène. La flambée des prix du pétrole depuis le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient favorise la bascule des Français vers la voiture électrique. Or, de l'avis de tous ceux qui avaient tenté d'esquisser une planification écologique sous le gouvernement d'Elisabeth Borne, il s'agissait de l'un des points de résistance les plus difficiles à faire sauter.

De la crise liée à la pandémie de Covid-19, en 2020, aux inquiétudes suscitées par le hantavirus de l'espèce Andes, qui vient de causer la mort de trois personnes à bord d'un navire de croisière dans l'Atlantique, le pays vit au rythme des crises qui secouent le monde. Crises sanitaires mais aussi guerre en Ukraine, conflit au Moyen-Orient sur fond de remise en cause du rôle des instances de régulation internationale. L'impact de cette succession de chocs est double. D'une part, elle alimente un profond pessimisme et exacerbe le besoin de protection. D'autre part, elle pousse les Français à réaliser qu'ils ne vivent pas en vase clos et qu'une adaptation est nécessaire, ce que les politiques étaient dans l'incapacité de leur faire admettre.

Parmi les sujets de préoccupation mis en évidence dans le baromètre de l'institut de sondage Ipsos-BVA et l'école d'ingénieurs CESI pour *La Tribune Dimanche* publié le 10 mai, le niveau de l'endettement et des déficits s'inscrit désormais en troisième position derrière le pouvoir d'achat et l'avenir du système social. Cela explique pourquoi la politique du « quoi qu'il en coûte », quasiment unanimement perçu comme

un dû face aux risques d'inflation depuis le début de la guerre en Ukraine en 2022, est de moins en moins revendiquée. Place à une politique d'aides ciblées lancée par le premier ministre, Sébastien Lecornu, que seuls les extrêmes contestent. Sous la pression constante des événements internationaux, les Français comprennent non seulement que leur modèle n'imprime plus mais qu'ils sont devenus vulnérables.

Les conséquences de cette réalité sur le champ politique sont inédites. L'exécutif est desservi par une impopularité structurelle mais il n'est pas dans la pire des postures à un an de l'expiration du mandat présidentiel : en 2007, la fin du quinquennat de Jacques Chirac, affaibli par la maladie et étrillé par Nicolas Sarkozy, avait été un calvaire ; celle de François Hollande, en 2017, avait ressemblé à une mauvaise farce, sur fond d'explosion de toutes les composantes de la gauche.

Même si la voix de la France à l'international a de plus en plus de mal à peser, Emmanuel Macron reste crédité d'avoir été le premier à identifier l'enjeu majeur des prochaines années : tenter de transformer l'Union européenne en une Europe puissante et souveraine. Après la valse des premiers ministres qui a suivi la dissolution de 2024, Sébastien Lecornu a, quant à lui, eu l'habileté de théoriser sa faiblesse en l'absence de majorité, pour mieux faire passer des textes qui auraient pu susciter, en d'autres temps, de sérieuses polémiques. Ce n'est quand même pas rien de proposer, en pleine disette budgétaire, la mobilisation de 36 milliards d'euros de crédits supplémentaires d'ici à 2030 en faveur de la défense. Mais qui peut sérieusement contester cette remilitarisation tant la menace extérieure est devenue réalité ?

Situation trop volatile

C'est aux prétendants à la présidentielle de 2027 que la situation pose le plus de difficultés. Que peuvent-ils dire aux électeurs quand la rapidité des bouleversements mondiaux invalide bon nombre de discours ? La nouvelle crise qui secoue le Parti socialiste depuis la rupture qui vient de se produire entre le premier secrétaire, Olivier Faure, et le chef du groupe parlementaire, Boris Vallaud, montre à quel point la gauche de gouvernement souffre. La difficulté dans laquelle se retrouve la secrétaire nationale des Ecologistes, Marine Tondelier, alors que le sujet de la transition écologique est majeur, confirme le diagnostic. L'exacerbation de la concurrence à droite et au centre entre Edouard Philippe, Gabriel Attal et Bruno Retailleau reflète, à ce stade, un défaut

de leadership. Tous les partis politiques se retrouvent sous tension, avec néanmoins un avantage à l'extrême droite, qui surfe sur les peurs et le profond désir de changement sans se soucier de la faisabilité de son projet.

Signe manifeste de la crise du politique, le consensus le mieux partagé par ceux qui aspirent à présider le pays est qu'il faudra attendre le plus longtemps possible avant d'émettre des propositions concrètes. La situation apparaît aujourd'hui beaucoup trop volatile pour prendre le risque de se retrouver pris à revers par un quelconque engagement. Autre manifestation de cette même crise du politique : aucun prétendant n'est, à ce jour, capable de garantir qu'un large rassemblement s'opérera, sans violence, autour de son nom alors que pays est confronté à des défis particulièrement lourds.

Comme dans de nombreuses démocraties du monde occidental, le bipartisme s'efface au profit d'un émiettement des forces politiques qui oblige à une profonde introspection : comment redonner un réel pouvoir au président de la République ? Comment redorer le blason d'un Parlement qui s'est beaucoup abîmé au lieu de s'affirmer ? Quelle place octroyer aux collectivités locales ? Si un mode d'emploi crédible sur le nouveau mode de gouvernance n'est pas fourni aux électeurs, le prochain président ou la prochaine présidente de la République va au-devant des pires difficultés.